



economiesuisse salue le rejet des initiatives agricoles extrêmes

Les Suisses ont rejeté les exigences extrêmes des deux initiatives agricoles, par un double non à l'initiative pour l'interdiction des pesticides et à l'initiative sur l'eau potable. L'organisation faîtière des entreprises, economiesuisse, a soutenu la campagne du NON et salue cette décision. Elle se félicite également du vote clair en faveur de la loi Covid 19. En revanche, economiesuisse regrette le rejet de la loi sur le CO₂. Cela pose des défis majeurs à la Suisse en matière de politique climatique. L'économie suisse fait partie de la solution. Elle s'engage à poursuivre sur la voie de l'objectif zéro émission nette et à élaborer des mesures appropriées en dialogue avec ses partenaires des milieux politiques et de la société civile.

Avec l'initiative sur l'eau potable et celle sur l'interdiction des pesticides, la Suisse s'est prononcée aujourd'hui sur deux propositions de politique agricole qui, tout en répondant à une préoccupation justifiée, prévoyaient des mesures extrêmes. L'interdiction du recours aux pesticides dans le pays et le contrôle que tous les produits importés soient également produits sans pesticides auraient posé de grands problèmes à la Suisse et auraient entraîné une forte hausse des prix des denrées alimentaires. Pour economiesuisse, il est clair que l'eau potable, des sols sains et un haut niveau de biodiversité restent des objectifs importants, mais qu'ils peuvent aussi être atteints de manière moins radicale par la recherche et l'innovation.

Rejet de la loi sur le CO₂ : malgré un revers, l'objectif de zéro émission nette est maintenu d'ici 2050

economiesuisse regrette la décision au sujet de la loi sur le CO₂. Dans la mesure où l'économie fait partie de la solution, elle cherchera une nouvelle voie dans le cadre d'un vaste partenariat. L'économie suisse a déjà beaucoup contribué à réduire les émissions de CO₂ par des mesures volontaires et continuera à le faire, grâce à sa capacité d'innovation élevée. Les défis existants ne disparaîtront pas avec le refus de la loi sur le CO₂. L'objectif de notre politique climatique reste de réduire les émissions de CO₂ de 50% d'ici à 2030. Il reste peu de temps pour y parvenir. La décision prise dans les urnes place la Suisse face à des défis majeurs sur le plan international. Elle complique en effet le respect des engagements pris par la Suisse dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat. Nous avons désormais besoin d'un cadre libéral et durable qui renforce l'attractivité de la place économique helvétique. La priorité est de préserver le système de conventions d'objectifs, qui a fait ses preuves. À défaut, les entreprises seraient moins incitées à investir dans des mesures de protection du climat. L'économie suisse s'est engagée à atteindre l'objectif «zéro émission nette» d'ici à 2050 et considère qu'un dialogue et une coopération larges sont plus importants que jamais.

economiesuisse salue, enfin, l'adoption de la loi Covid-19. Celle-ci règle des mesures urgentes, permettant d'atténuer les conséquences de la pandémie sur l'économie et de garantir la sécurité juridique nécessaire aux entreprises.